



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination des politiques  
publiques et de l'appui territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL du 02 FEV. 2021**

mettant en demeure la SARL FERME GOETTELMAHNN située à MEISTRATZHEIM  
de respecter les prescriptions relatives à la protection de l'environnement

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L. 171-8 I ;
- VU** la décision de la commission européenne du 15 février 2017 (parue le 21 février 2017) établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) relative à l'élevage intensif de volailles ou de porcs au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil ;
- VU** l'arrêté ministériel du 23 mars 2017 portant modification des prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques nos 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2016 autorisant la SARL FERME GOETTELMAHNN à exploiter un élevage de 83 620 animaux-équivalents de volailles de chair à MEISTRATZHEIM et SAND ;

**CONSIDÉRANT** que la SARL FERME GOETTELMAHNN exploite à MEISTRATZHEIM et SAND des installations visées par la rubrique n° 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que pour ces installations la SARL FERME GOETTELMAHNN aurait dû, le 21 février 2019 au plus tard, remettre au préfet le dossier de réexamen mentionné à l'article R.515-71 du code de l'environnement et décrit à l'article R.515-72 du même code, et joindre à ce dossier le rapport de base lorsque l'activité relève du 3° du I de l'article R.515-59 du code de l'environnement (article L.515-30 du code de l'environnement) ;

**CONSIDÉRANT** le rapport du 07 janvier 2021 de la direction départementale de la protection des populations chargée de l'inspection des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** les courriers de relance du 30 janvier 2018 et du 17 novembre 2020 adressés à la SARL FERME GOETTELMAHNN ;

**CONSIDÉRANT** que le 07 janvier 2021, la SARL FERME GOETTELMAHNN n'a pas transmis le dossier de réexamen précité et qu'elle n'a fourni aucun élément relatif au rapport de base mentionné au même article ;

**CONSIDÉRANT** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

**APRÈS** communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

**SUR** proposition de la directrice départementale de la protection des populations du Bas-Rhin,

### **ARRÊTÉ**

**Article 1<sup>er</sup>** : La SARL FERME GOETTELMMANN dont le siège social est situé 309 rue Principale – 67210 MEISTRATZHEIM, est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse, avant le 21 février 2021, les prescriptions de l'article R.515-71 et de l'article L.515-30 du code de l'environnement qui, au regard de la parution de la décision susvisée de la commission européenne, imposent que les exploitants des installations relevant de la rubrique 3660 déposent :

- un dossier de réexamen dont le contenu est défini à l'article R.515-72 du code de l'environnement

**Article 2** : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 3** : La sous-préfète de l'arrondissement de Sélestat-Erstein, le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, la directrice départementale de la protection des populations du Bas-Rhin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL FERME GOETTELMMANN par lettre recommandée avec accusé de réception.

Une copie du présent arrêté est adressé au maire de MEISTRATZHEIM.

Pour la Préfète et par délégation  
Le Secrétaire Général

  
Mathieu DUHAMEL

#### **Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de STRASBOURG (31, avenue de la Paix-BP 51038– 67070 Strasbourg Cedex)) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.